

PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

**Arrêté portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R.121-14 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-10 à L.121-15, R.121-14 à R.121-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au projet de carte communale de la commune de Contault (51), reçue le 20 juillet 2015 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Champagne-Ardenne du 10 avril 2015 portant délégation de signature à Madame Marie Lecuit-Proust, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne par intérim ;

Vu l'arrêté de la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne du 9 juillet 2015 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale, en matière financière et en matière de gestion du personnel ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 5 août 2015 ;

Considérant que le projet d'élaboration de la carte communale de la commune de Contault est soumis à examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale, du fait de la présence sur les communes limitrophes de Possesse et Saint-Mard-sur-le-Mont de la zone de protection spéciale « Étangs d'Argonne », d'une superficie de 14 250 hectares, désignée par la présence d'espèces d'oiseaux protégés ou menacés, tels que la Cigogne noire, le Butor étoilé ou le Milan royal ;

Considérant que la carte communale définit une zone constructible offrant un potentiel d'accueil de nouvelles constructions de 2 hectares en dents creuses et 0,43 hectares en extension, dont 0,29 hectares de terres agricoles ;

Considérant que la commune est située en amont hydraulique du site Natura 2000 ;

Considérant toutefois que les terrains rendus constructibles par le projet de carte communale sont situés en dehors de toute zone de protection réglementaire du milieu naturel et de toute zone humide, et en dehors de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 « Pelouse du Haut-Mont et Fontaine Saint-Laurent à Contault » ;

Considérant que les terrains rendus constructibles sont situés en continuité du tissu urbain existant ;

Considérant qu'ainsi, le projet de carte communale n'est pas susceptible de porter atteinte aux milieux favorables aux oiseaux fréquentant la zone de protection spéciale ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative le site Natura 2000 ;

ARRÊTE

Article 1er

Le projet de carte communale de Contault n'est pas soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale en application de la section première du chapitre Ier du titre II du livre premier du code de l'urbanisme.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 20 SEP. 2015

Pour le préfet, par délégation, la directrice par intérim
Pour la directrice par intérim, par subdélégation,
la chef de la mission connaissance et développement
durable



Patricia CHOLLET

Voies et délais de recours

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de région
Préfecture de région
1 cours d'Ormesson
51036 Châlons-en-Champagne Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Tour Séquoia
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la publication de la décision ou du rejet du recours administratif. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne Cedex